

Selon un avis assez répandu parmi les Polonais, tout ce que l'actuel gouvernement est en train de gâcher, sera facile à restituer après le changement du pouvoir. Ne suffit-il pas de changer un ou quelques d'autres règlements pour changer une décision ou remplacer une personne par une autre sur un poste?

Cependant la réponse est brève: non, il ne suffit pas.

Il y a beaucoup d'années de travail devant nous, même si nous admettions que la situation ne peut s'empirer (portant elle sera pire). Un

peut trouver facilement toutes ces valeurs bien définies dans le texte de notre Constitution.

Il est clair, que le système passé n'était pas parfait. La juridiction est affaiblie, le service de santé boîte, il manque encore beaucoup pour atteindre la justice sociale. Cependant, le fait que nous ne sommes pas arrivés aussi loin que nous le voulions, ne nous permet pas d'abandonner les idéaux. Aucun gouvernement de la 3-ème République ne rejetait les écrits de la Constitution. Jusqu'au présent.

Le problème est plus profond encore. Même si on réussit à changer le pouvoir, qui peut se porter garant que le prochain gouvernement ne profitera des transformations de la législature pour en tirer les profits?

Seule reconstruction de institutions sera très difficile. Prenons l'exemple du Tribunal Constitutionnel. Comment peut-on restituer son respect si à présent ses jugements sont prononcés par trois juges élus d'une façon non constitutionnelle, le Tribunal procède selon les lois non constitutionnelles, et sa pseudo Présidente



ELLE NE DOIT PAS S'EFFONDRE

simple exemple: La loi concernant la protection de l'environnement permet un abattage des arbres en masse. La loi peut être corrigée rapidement. Mais personne ne fera des implantations des arbres bicentennaires, ils ne les deviendront que dans deux cents ans. Et encore à la condition que nous les planterons dès aujourd'hui.

Ce qu'il s'est passé, ce qui est en train de se passer en Pologne, ce n'est pas un simple changement du pouvoir, dislocation des priorités ou inversion des places à la mangeoire. Il s'agit surtout d'un effondrement d'un système des valeurs et objectifs, qui étaient les principes de la 3-ème République, de la Pologne libre depuis 25 ans.

Jusqu'à présent le système protégeait les droits de la personne, des communes, en gardant la trichotomie du pouvoir et l'indépendance des juges (qui est le garant de la justice), enfin en respectant un compromis politique et la volonté d'intégration avec les structures européennes. On

Aujourd'hui ce système des valeurs est en train d'être dépiécé, sa place est prise par les slogans nationalistes et religieux, d'une façon sélective et vulgaire.

Dans la dimension symbolique, les gouvernants actuels attaquent surtout les ennemies imaginaires, tels que les «communistes», «voleurs», «traîtres», immigrants, l'Union Européenne.

Pourtant, dans la dimension pratique, ils frappent surtout contre les fondations de l'Etat de Loi, trichotomie du pouvoir, communes et contre les sujets sociaux.

Les nouvelles lois sont chaotiques, modifiées presque aussitôt après être votées (celles concernant le Tribunal Constitutionnel étaient changées 7 fois!). Les arguments méritoires n'ont aucune chance contre l'avalanche des médisances, adjectifs ou comparaisons non appropriées. On détruit les initiatives des citoyens, et l'arrogance du gouvernement semble atteindre son apogée.

s'est élue elle-même en se moquant de la Constitution, en plus en cédant ses pouvoirs à un des «illégaux» juges, en omettant le vice-président élu d'une façon propre et d'après les règles constitutionnelles? Est-ce qu'on pourra trouver la solution de ce casse-tête sans entendre des objections d'illégalité de la part du camp opposé?

Le seul et unique garant de la restitution des lois constitutionnelles en Pologne reste le dernier intact élément du système politique de la Pologne. C'est la Constitution elle-même, votée et acceptée par les Polonais il y a 20 ans. Ses lois ont été cassées plusieurs fois depuis l'an dernier, cependant le gouvernement actuel ne peut pour l'instant la changer.

Jusqu'à là, il existe encore l'espoir que la Pologne sera restituée dans toutes ses bases de la Loi.

Et tous ces politiques qui ont osé commettre ce coup d'état contre la République, seront un jour jugés eux-mêmes. Pour que cela arrive.